

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 9 JUIN 2024

SANS PATRIE NI FRONTIÈRES,

UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE,

NON À

L'EUROPE FORTERESSE !

SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS



GAËL QUIRANTE
POSTIER



À BAS LE « PACTE » DE L'UNION EUROPÉENNE CONTRE LES MIGRANTS

Depuis sa fondation, l'Union européenne se construit selon un paradoxe pleinement assumé : atténuer l'importance des frontières internes aux pays membres, mais renforcer toujours plus les frontières externes à cet espace. D'où cette expression d'Europe « forteresse » : douze États européens ont déjà fait construire 2 000 kilomètres de murs et de barbelés sur les frontières extérieures de l'UE, et parfois même entre pays de l'UE. Pour se protéger de quel péril ? Non seulement les migrations internationales ne sont pas un danger pour l'Europe, mais elles lui sont nécessaires. De nombreuses projections font état de son déclin démographique : depuis 2012, le solde naturel de l'UE est négatif – c'est-à-dire que le nombre de décès excède le nombre de naissances. C'est par le choix très intéressé de l'ancienne chancelière Angela Merkel d'ouvrir, dans une certaine mesure, les frontières pour accueillir des réfugiés en 2015, que l'Allemagne a enrayé ce déclin démographique... Car le capitalisme sait promouvoir une vision utilitariste des migrants, considérés comme une force de travail nécessaire à son économie. Mais il sait aussi, à travers une propagande politique très étudiée, promouvoir le racisme et la xénophobie. Le thème récurrent d'une Europe qui serait assiégée par les migrants, bien loin de

la réalité, est là pour tenter de nous diviser. Les lois qui rendent toujours plus difficile l'immigration légale ont aussi pour effet de rendre les travailleurs étrangers captifs de leurs employeurs et particulièrement vulnérables.

Avec son « Pacte migratoire », le Parlement européen vient encore de durcir sa politique migratoire : les pays d'arrivée seront chargés d'entrer les empreintes digitales, la photo du visage et les documents d'identité des demandeurs d'asile et des migrants dans une base de données centralisée, y compris pour les enfants dès l'âge de six ans ! Dans le cadre d'une « procédure à la frontière », les demandeurs d'asile seront détenus dans ces « centres fermés » durant l'examen de leur demande, y compris les familles avec enfants, pour une durée pouvant atteindre six mois.

L'Union européenne traite les exilés non comme des personnes qui ont besoin d'aide, mais comme des délinquants. Ce « Pacte sur la migration et l'asile » doit être aboli, il faut se battre pour l'ouverture des frontières et le droit à la libre circulation et installation de toutes et tous, ainsi que pour les mêmes droits pour tous les travailleurs !

SELMA LABIB

Migrer pour survivre

Selon la Banque mondiale, environ 184 millions de personnes, soit 2,3 % de la population mondiale, vivent en dehors de leur pays de nationalité. C'est dire si l'absurde théorie du « grand remplacement » devrait vite retourner dans les poubelles de l'histoire. D'ailleurs, si toutes et tous sur cette planète pouvaient bouger, où serait le problème ? Un migrant sur cinq

vit aux États-Unis, le deuxième pays qui en accueille le plus est l'Allemagne. Visiblement, accueillir des migrants n'entraîne pas la ruine !

SUITE PAGE 2 >>



SITE WEB : <http://npa-revolutionnaires.org/>

YOUTUBE : @Revolutionnaires_journal

INSTAGRAM : @selma_labib et @gaelquirante

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRONS, URGENCE RÉVOLUTION !

SUITE >>

Aujourd'hui, la majorité des 740 millions de personnes ayant quitté leur zone de naissance ont migré à l'intérieur de leur propre pays. D'ici à 2050, le changement climatique risque de contraindre 216 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leur pays. À la fin de l'année 2022, plus de la moitié des réfugiés étaient originaires de seulement trois pays : la Syrie, l'Ukraine et l'Afghanistan. Trois pays frappés par des guerres longues, meurtrières, et dans lesquelles les grandes puissances impérialistes sont très impliquées.

Parmi les migrants internationaux, seul un tiers se sont déplacés d'un pays pauvre vers un pays riche. Actuellement, la Turquie est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés (3,6 millions), dont presque tous sont syriens. Elle est suivie de l'Iran, qui accueille principalement des Afghans, et de la Colombie, terre de refuge de 2,5 millions de Vénézuéliens. L'Allemagne, pays le plus riche d'Europe, n'arrive qu'en quatrième position... Et la France, en neuvième. Peut mieux faire !

TRAVAILLEURS FRANÇAIS IMMIGRÉS, MÊMES PATRONS MÊME COMBAT ! RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Employés dans le bâtiment, les restaurants, les vendanges, le nettoyage, assurant parfois des chantiers publics de la SNCF ou de la RATP, ou encore la distribution des colis à La Poste, des travailleurs et travailleuses sont pourtant maintenus dans une situation inacceptable : sans papiers. Encore plus que les autres, ils sont à la merci du non-paiement du salaire, de la mise à la porte inopinée, des brimades en tout genre. Ces salariés côtoient tous les jours, souvent dans les mêmes entreprises, d'autres salariés qui, eux, ont des papiers... et le même patron ! C'est le cas par exemple à La Poste, qui maintient sciemment des livreurs dans un statut précaire dans ses filiales de colis comme Chronopost ou DPD, se permettant de les sous-payer et de leur nier le droit à la régularisation.

À plusieurs reprises, avec le soutien de militants de la CGT, de Sud ou de la CNT, des travailleurs sans-papiers ont mené et mènent aujourd'hui des grèves pour leur régularisation : entre 2008 et 2009, une vague de grèves a impliqué plus de 6 000 travailleurs. Il en a fallu de la combativité, pour arracher des régularisations ! Depuis plus de deux ans, des livreurs de La Poste se sont engagés dans la lutte pour la carte de séjour qui leur est due, comme plus récemment, à l'automne 2023, plus de 500 intérimaires du bâtiment et même une cinquantaine de salariés d'Emmaüs. Mais le gouvernement et parfois les patrons eux-mêmes bloquent les procédures. Pour des raisons politiques, Darmanin et les préfets filent le train à l'extrême droite et manipulent une « opinion publique » qui serait contre les travailleurs étrangers.

Mais que les travailleurs aient tous

les mêmes droits, à commencer par être tous régularisés, il y va de l'intérêt de tout le monde du travail ! Jamais nous n'avons été forts en étant divisés : division et exploitation patronale sont les deux bouts d'un même bâton.

Il faut exiger la régularisation de tous les sans-papiers et de leurs familles. Ils bossent et vivent ici, ils restent ici !



Les travailleurs saisonniers : une circulation soumise aux besoins des capitalistes

On oppose souvent la circulation des marchandises, libre et fluide dans l'économie mondialisée, à celle des êtres humains, soumise à de nombreux contrôles. C'est bien sûr une réalité. Dans le cadre du capitalisme, la logique est de mettre les mobilités humaines au service de la production. Pour que la production s'organise à flux tendus, les travailleurs sont soumis à des logiques de mobilité et de précarité, tels les saisonniers agricoles en Europe. Plus d'un million de migrants travaillent dans les champs européens. Les oranges de Calabre sont récoltées par des journaliers venus d'Afrique de l'Ouest et payés au cagnot. Les olives de Grèce sont cueillies par des travailleurs pakistanais, recrutés à la journée sur les places des villages. Les fraises de la province de Huelva, en Espagne, sont ramassées par des femmes venues du Maroc. Les myrtilles, dont la production a quadruplé depuis 2015 au Portugal, sont cueillies par... des Népalais. Tous vivent au milieu des champs, dans des conteneurs ou des tentes de fortune, bien souvent sans eau ni électricité. Ils sont bien souvent sans-papiers, et même quand ils sont embauchés légalement, ils ne touchent pas le salaire minimum car toutes leurs heures ne sont pas payées.

Il s'agit d'une véritable industrie migratoire, dont profitent les capitalistes, où l'humain est lui aussi traité comme une marchandise. Ce n'est pas le marché du travail qui doit conditionner les déplacements des êtres humains en vue de leur exploitation. Les travailleurs se déplacent pour pouvoir vivre et ce sont eux qui produisent tout ! Le minimum est qu'ils aient le droit de circuler librement.

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

L'extrême droite prospère sur la pauvreté à Mayotte

Marine Le Pen a débarqué samedi 20 avril à Mayotte pour faire de la surenchère contre les migrants comoriens, pauvres parmi les pauvres de l'île et qui seraient la cause de tous les problèmes. Elle est arrivée dans la foulée de l'opération « place nette » menée par le gouvernement, qui tire une fois de plus un trait d'égalité entre immigration et délinquance : le but affiché est de démanteler 1 300 cases en tôle (bangas) d'ici

juin, laissant les gens croupir dans la rue, comme après l'opération Wuambushu, et d'arrêter 60 « chefs de gangs » dont rien n'est dit de qui ils sont ni d'où ils viennent... ni en quoi cela va aider les Mahorais à être mieux logés.

D'après Marine Le Pen, tous les problèmes de Mayotte, crise aiguë de l'eau, manque d'enseignants ou de logements, désert médical, pauvreté des pêcheurs,

seraient dus aux immigrés comoriens. Exactement le même discours que le gouvernement, qui garde la main sur ce bout de l'archipel des Comores pour défendre les intérêts stratégiques de l'impérialisme français dans la zone. Tout en maintenant l'immense majorité de la population dans la misère et en lui faisant croire que la seule solution est de taper sur ses cousins plus pauvres des Comores.

DES FRONTIÈRES POUR LES PAUVRES,

PAS POUR LES RICHES !

Selon le pays où l'on est né et la nationalité que l'on possède, on ne dispose pas du même droit à la mobilité. Certains ont le droit de circuler librement, avec ou sans visa, alors que d'autres sont privés du droit à franchir légalement les frontières. Une injustice qui recoupe les inégalités de développement dans le monde : ainsi, le détenteur d'un passeport français peut voyager sans visa dans 194 pays, alors que les personnes originaires d'Afrique subsaharienne doivent avoir un visa, qui leur est bien souvent refusé, quelle que soit leur destination. Ces inégalités sont aussi fonction de la classe sociale à laquelle on appartient : un travailleur français n'aura pas les moyens de faire du tourisme dans le monde entier, et un riche de pays pauvre aura toute liberté de s'expatrier, particulièrement s'il achète des biens ou investit dans d'autres pays.

FRONTEX, UNE ARME

CONTRE LES EXILÉS

Avec un budget de 5,6 milliards d'euros pour 2021-2027, soit 900 millions d'euros par an, Frontex est l'agence la mieux dotée financièrement de toute l'UE. Elle dispose de 10 000 gardes-frontières et de toutes les technologies existantes pour traquer les migrants : drones, caméras thermiques, radars mobiles, etc. La surveillance des frontières est en effet devenue la poule aux œufs d'or pour un certain nombre de sociétés spécialisées dans les technologies de détection et de contrôle. Les commandes de Frontex sont la source de honteux profits, alors que cet argent permettrait d'accueillir dignement bien des exilés. C'est un choix politique que fait l'Union européenne, celui de les présenter comme un danger, qu'il faut refouler à tout prix. Ce n'est pas un hasard si l'ancien directeur de Frontex, Fabrice Leggeri, mis en cause pour violations avérées des droits humains, est actuellement candidat aux Européennes sur la liste RN. Mais sous son nouveau directeur, l'action de Frontex reste la même : refoulements illégaux à la frontière de la Bulgarie, « push back » d'embarcations en péril de la Grèce vers la Turquie, communication d'informations aux gardes-côtes libyens pour qu'ils interceptent des bateaux. L'Union européenne confie la surveillance de ses frontières à des pays tiers comme la Turquie, la Tunisie ou la Libye, et leur verse des subventions pour qu'ils retiennent les migrants, alors que les violences à leur égard sont avérées. Le secours en mer est actuellement assuré uniquement par quelques ONG, qui rencontrent les plus grandes difficultés à mener leur action. Selon les chiffres du projet « Migrants disparus » (Missing Migrants) de l'Office international des migrations, entre janvier 2014 et avril 2024, 29 442 migrants sont morts ou ont été portés disparus au cours d'une tentative de traversée de la Méditerranée. Près de 3 000 migrants par an. Et il ne s'agit ici que des chiffres connus, les véritables chiffres étant sans doute bien plus élevés. Rendre les frontières toujours plus difficiles à franchir ne les rend que plus dangereuses. Une politique criminelle, qui ne vise qu'à faire des exilés les responsables de tous les maux engendrés par le capitalisme, et qui maintient beaucoup d'entre eux dans des conditions de vie et de travail proches de l'esclavage.

« Jamais nous n'avons été forts en étant divisés : division et exploitation patronale sont les deux bouts d'un même bâton. »

POUR UNE EUROPE SANS FRONTIÈRES

Rien ne symbolise mieux la dégénérescence du capitalisme que les 40 000 kilomètres de murs frontaliers qui existent aujourd'hui dans le monde. Un total dont les trois quarts ont été construits au 21^e siècle. Cette poussée des barbelés a été particulièrement marquée en Europe : en 2014, on y comptait 315 kilomètres de murs frontaliers. Fin 2023, plus de 2 000 !

L'accès actuel de fièvre nationaliste et raciste ne tombe pas du ciel : il fait partie in-

tégrante de l'offensive contre le monde du travail, avec son lot de discriminations, de violences et de division. Elle va à l'encontre des aspirations les plus élevées de l'humanité : les migrations ont toujours été inséparables des échanges, de la diffusion et de la circulation des idées, des techniques et des connaissances. D'un côté, le capitalisme a engendré une internationalisation sans précédent de la production économique et plus généralement de nos existences. Mais simultanément, la classe capitaliste a hé-

rissé le monde de murs et de barrières porteuses des pires violences.

À celles et ceux qui soufflent sur les braises de la crainte de « l'invasion étrangère », nous répondons : c'est vous les ennemis de l'humanité ! Bienvenue à nos sœurs et frères de classe de tous les pays ! Notre classe est internationale, elle ne peut que se renforcer en tissant des liens de solidarité au-delà des divisions. Des liens qui seuls permettront de construire une société qui fera disparaître les barbelés de la surface de la Terre. Une Europe sans frontières, dans un monde où la liberté de circulation et d'installation serait parfaitement naturelle pour tous les êtres humains : voilà la société communiste pour laquelle nous nous battons. On ne peut décemment pas trier les êtres humains entre ceux qui sont dignes de vivre ici et ceux qui peuvent croupir dans des prisons spécialement construites pour les étrangers, pour ensuite se faire expulser vers des abîmes de misère. On ne peut pas réguler la barbarie capitaliste. Il n'y a pas le choix : pour se débarrasser de ce monde raciste, violent et inégalitaire, il faudra mettre à la poubelle les patrons et leur arme favorite : les frontières.



GAËL QUIRANTE

Votez pour une liste de travailleuses et de travailleurs !

Le NPA-Révolutionnaires présente aux prochaines élections européennes une liste intitulée « Sans frontières ni patrons : urgence révolution ! » conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus à la RATP, et Gaël Quirante, 48 ans, postier. Ces élections, quel que soit leur résultat, ne permettront pas de faire face à l'impasse capitaliste qui engendre les bas salaires, la destruction des services publics, les guerres et le saccage de la nature : seule une riposte

ouvrière et populaire, un grand mouvement d'ensemble, pourra changer les règles du jeu !

Mettre un bulletin NPA-Révolutionnaires dans l'urne, c'est exprimer le rejet de la politique du président des riches et du racisme de l'extrême droite mais aussi la méfiance envers les politiciens de gauche qui font de belles promesses quand ils sont dans l'opposition mais ont toujours trahi une fois au pouvoir. C'est aussi et avant tout exprimer la confiance dans notre propre capacité en tant que travailleurs et travailleuses à changer le monde : notre programme est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions de travailleurs et de travailleuses à prendre leurs affaires en main, à l'échelle de l'Europe et du monde.

